

Dépenses publiques : la fourmi allemande va se résigner à payer pour les cigales française et italienne ?

Le débat budgétaire est central en France et en Europe. Face aux tentatives avortées de rationalisation dans notre pays, se concluant inmanquablement sur le renoncement aux engagements pris, les ambitions d'équilibre du Budget, puis d'excédent en Allemagne, conduisent à un raidissement des discours politiques. Il en est facilement de même dans les rangs des analyses des économistes tant le dogme est plus facile à traiter que le pragmatisme, qui doit pourtant être la règle en la matière. La souplesse et l'adaptation à des évolutions permanentes et souvent surprenantes sont une voie étroite que la crise impose pourtant aux gouvernements comme aux autorités monétaires.

Le retour du coefficient multiplicateur du Budget

Bien au-dessus des jugements permanents et des leçons données par les uns et par les autres, c'est Joseph Stiglitz qui a relancé le débat en replaçant la conjoncture du moment dans la théorie économique. Le prix Nobel de l'économie 2001 est un des fondateurs de l'école dite né- Keynésienne qui compte parmi ses bases l'économie de l'information, élément indispensable « pour approcher l'économie de marché comme l'économie politique ».

Le théoricien entre aujourd'hui dans le concret, dans notre concret. A plusieurs reprises ces dernières semaines *, il a analysé avec une certaine dureté et un pessimisme avéré la situation de l'économie européenne.

Tenons-nous en à la France. M. Stiglitz affirme que la gestion des finances publiques plonge notre économie chaque jour dans la crise. Il se réfère au multiplicateur budgétaire mis en évidence par Keynes dans l'entre-deux-guerres. La hausse des impôts et des dépenses publiques a un effet multiplicateur sur la croissance, produit des emplois et n'aggrave pas le déficit. A l'inverse, la baisse des impôts et des dépenses publiques se traduit par un coefficient négatif. La théorie a été affinée – grâce en particulier à l'utilisation des sciences de l'information – et des économistes du FMI dont le français Olivier Blanchard ont montré que le multiplicateur budgétaire était d'autant plus fort que l'économie traversait une crise. Pour résumer, en haut de cycle, monter les impôts et les dépenses publiques produit peu d'effets, en bas de cycle, l'effet est maximum.

On comprendra que la situation actuelle impose ainsi un maintien ou même un accroissement des dépenses publiques, d'autant plus qu'au niveau actuel des taux d'intérêt, l'arme monétaire a joué l'essentiel de ses atouts. L'activité privée de crédit ne peut se passer du dopant budgétaire. Selon Joseph Stiglitz, les gouvernements de M. Hollande ont une stratégie inverse à celle qui serait nécessaire pour stimuler la croissance.

** Par exemple dans une interview aux Echos le 25 septembre*

Le besoin de réformes de structure pour plus de coordination n'est pas à sens unique

Il peut sembler paradoxal de voir le conseiller de Bill Clinton et le censeur de Georges W Bush donner finalement un certain satisfecit à MM. Sarkozy et Fillon et condamner le pouvoir socialiste. La question du policy mix (besoin pour les stratégies monétaires et budgétaires de se coordonner) est posée à nouveau pour l'Europe. La disparité sociale, budgétaire et fiscale entretient des positions de combat et même de dumping au sein de l'Union et même de la zone euro. Elle n'est pas coordonnée d'un pays à un autre et, encore moins évidemment entre l'ensemble des pays et la Banque Centrale.

On en arrive ainsi aux excès de la France en matière de déficits, et à la politique budgétaire procyclique et donc récessive proposée en réaction par M. Valls, alors que c'est un choix contracyclique qui s'impose. Le résultat est aussi un débat décalé sur cette question des déficits et des dépenses publiques, visant finalement à entretenir une force de récession sur l'ensemble de la zone euro. On a le sentiment, avec le prix Nobel, que c'est la voie de résignation suivie aujourd'hui en France.

On aura compris que la question centrale est la coopération entre pays. La France et l'Italie, malgré leur poids prédominant dans la zone euro dont ils fournissent 35 % du PIB, ne peuvent pas grand-chose seuls et sans l'Allemagne (29 % du PIB). La flexibilité indispensable à une relance ambitieuse demande à l'évidence des réformes de structure, mais le modèle ne peut être seulement celui de l'égoïsme économique de l'Allemagne. Chacun a des atouts et devra consentir des efforts. Un exemple : le secteur financier français est sain et le besoin allemand de rationaliser le sien est criant. C'est un vrai préalable à cette coordination si nécessaire des politiques économiques et financières.

La France a atteint les limites du laxisme et l'Allemagne celle de la réduction des dépenses publiques

Le lecteur va trouver que le constat est toujours le même dès lors qu'on se penche sur cette Europe des égoïsmes qui n'est ni une structure fédérale ni cette union des

nations que les slogans politiques nous assènent. Des rapprochements dans les domaines sociaux, fiscaux, financiers ne se décrètent pas et ne sont à l'évidence pas une conséquence de l'union monétaire.

Reste que le coefficient budgétaire multiplicateur de MM. Keynes et Stiglitz a des limites et que les Français les ont atteintes. En premier lieu, en ignorant la réduction du coefficient à pratiquement zéro dans les périodes de vaches grasses. Baisser les impôts et les dépenses publiques est alors indispensable, ne serait-ce que pour se constituer des marges de manœuvres pour les périodes plus difficiles. On ne l'a pas fait.

En second lieu, car la structure de la dépense publique est sans doute le point central de la question. L'activité privée est dopée par des investissements publics et ils sont aujourd'hui nécessaires à l'échelle du continent. En revanche, l'excès de dépenses de fonctionnement est sensiblement moins productif, même si son effet sur la consommation est réel dans les crises.

L'Allemagne elle-même va devoir accepter de faire jouer le multiplicateur budgétaire et va entrer dans un cycle de hausse de ses dépenses publiques (et des impôts). Ces dépenses productives, elle va s'y résoudre à contrecœur, tant sa prospérité basée sur les transferts de marges contre l'Italie et la France la met en situation prospère en instantané, même si elle n'est évidemment pas durablement viable en l'état. Parmi les réticences, l'impression « de sauver le mauvais élève français » est peut-être le plus important sur le plan de la psychologie des peuples (qui va payer plus d'impôts), qui remonte à ses gouvernants. La fourmi a l'impression de se trouver bientôt contrainte à financer les cigales.